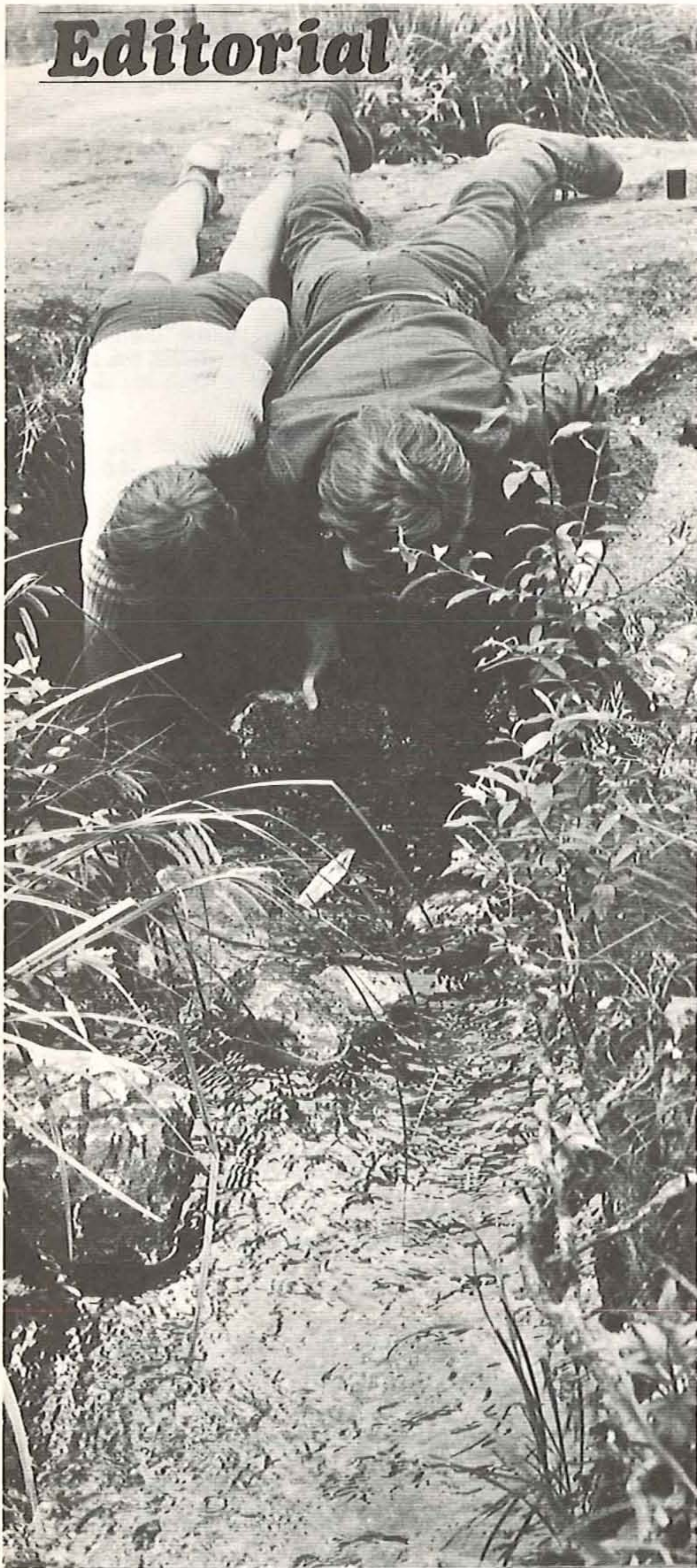


Editorial



Dominées par des perspectives politiques nouvelles et par une crise économique mondiale, les luttes politiques de ces dix dernières années ont amplifié des prises de conscience et conduit une partie des travailleurs à souhaiter le changement politique.

Dans cette perspective, plus que jamais l'école et les pratiques éducatives sont aussi mises en question.

Depuis ses premières expériences, notre mouvement a élaboré des propositions de changement en profondeur. Non pas sur le papier, dans une approche purement idéologique et «généreuse», mais à travers des **pratiques multiples** qui l'ont conduit à affiner une conception éducative synthétisée dans le **Projet d'Education Populaire** en cours de rédaction.

Une démarche matérialiste

Ce qui nous paraît le plus important dans l'apport de Freinet, c'est sa démarche réaliste et objective qui ne prétend pas changer les comportements par des paroles mais en s'attaquant à la pratique quotidienne. L'idéologie de l'école ne s'exprime pas seulement dans les déclarations ministérielles, elle est cristallisée dans la disposition même des classes, la forme des outils et des activités pédagogiques, les règlements intérieurs, les systèmes des sanctions.

Comment parler d'établissements qui veulent être des communautés éducatives préparant les jeunes à l'initiative et à la responsabilité, alors que tout le temps passé au C.E.S., au C.E.T. ou au lycée se répartit en tranches de 50 minutes, chacun étant assis sans voir ses camarades autrement que de dos mais en étant tourné vers le seul lieu important : la chaire du professeur et le tableau noir, tour à tour pilori des interrogations ou support fugitif des bribes écrites qui accompagnent le cours magistral ? Cette seule observation révèle la part de l'illusion ou de l'imposture. Tous ceux qui ont pris des décisions en groupe savent qu'on ne peut le faire dans le schéma de la classe traditionnelle conçue pour écouter et recopier ensemble la même leçon (1).

Se contenter d'aligner de belles idées, si «généreuses» qu'elles se veulent, sans travailler dans le détail à leur mise en application quotidienne, serait poursuivre l'imposture du système actuel. A la démarche volontariste qui prétend modifier le comportement des jeunes par des admonestations et celui des enseignants par des circulaires ministérielles, nous opposons celle qui consiste à analyser les réalités quotidiennes et à proposer les modifications du milieu qui permettront effectivement ces changements de comportement des jeunes et des adultes.

Une éducation par la réussite

Le système actuel est essentiellement régi par l'échec. Non seulement un fort pourcentage de jeunes le subissent directement mais même les autres sont talonnés par l'angoisse de l'échec : celui de ne pas avoir acquis le programme imposé et de risquer le redoublement, celui de rater un examen ou d'être aiguillé vers les sections ghettos. Un élève qui réussit bien à l'école n'est pas un enfant épanoui qui poursuit son cursus scolaire dans la joie, c'est seulement un enfant qui n'a pas encore subi d'échec grave et nous connaissons tous de «bons élèves» anxieux au point d'en être malades lors d'une interrogation ou d'un examen. Nous pensons qu'une telle angoisse est malsaine ; que, loin de stimuler, elle a plutôt tendance à paralyser, et les enfants qui répondent par l'indifférence aux épées de Damoclès de l'école ont une réaction de défense qui les sauvera peut-être un jour de la névrose. Certains psychologues, dont Françoise Dolto, l'affirment désormais : l'adaptation à l'école actuelle est effectivement devenue indice de névrose chez un enfant.

Pour nous, seule la réussite permet de construire solidement la personnalité et c'est sur elle que nous voulons fonder le système éducatif. Tout enfant, quel qu'il soit, est capable de réussites. A condition :

- De ne pas l'acculer à l'échec par des exigences prématurées ;
- De permettre toutes les occasions de réussite dans tous les domaines ;
- De ne pas établir a priori de hiérarchie entre les réussites, le développement psychologique de l'individu ignore les «matières scolaires».

La réussite ne se détaille pas : chacun doit, dès le plus jeune âge, quels que soient son sexe, son origine sociale, ses aptitudes personnelles, accéder à des réussites dans les domaines les plus divers. Chaque être humain a besoin, comme le dit Freinet, de prendre à certains moments «la tête du peloton», un peloton où il n'y a pas une fois pour toutes les

(1) Faire appel aux «idées» des élèves dans ce schéma relève de la naïveté ou du charlatanisme. Ce n'est que la forme scolaire de la «participation». Seuls les bons éléments participent.

leaders et les porteurs d'eau, un peloton où ne doit pas jouer la compétition sauvage mais la confrontation réciproque, nécessaire et normale au sein d'un groupe.

Nous ne disons pas que les enfants et adolescents doivent être seuls à choisir les obstacles à franchir mais, dans la conquête de l'autonomie, il nous semble sain que chacun apprenne à se fixer lui-même ses objectifs au lieu d'attendre toujours qu'ils lui soient imposés de l'extérieur.

Nous sommes bien conscients de ce que le réel respect du droit de chacun à la réussite n'est possible que si les réussites ne sont pas hiérarchisées socialement. Cela nécessite qu'on soit dans une société égalitaire.

C'est pour cela aussi que nous luttons.

Le savoir n'est pas émancipation en soi

Suffit-il de dispenser aux gens un certain savoir pour en faire des êtres libres ? L'idée est encore partagée par de nombreux progressistes. Il nous semble essentiel de dire que l'accès au savoir n'est pas en soi un facteur de libération. Il peut être, quel que soit le régime politique en place, facteur d'aliénation selon le mode d'appropriation de ce savoir : si les enfants sont conduits pas à pas dans un cheminement et selon un rythme de progression décidés par les détenteurs du savoir et des critères d'évaluation de ce savoir, nous considérons que le savoir est facteur d'aliénation. Si les enfants construisent leur propre savoir en s'aidant de l'expérience de ceux qui les ont précédés mais en ayant la possibilité d'explorer toutes les voies qui les intéressent, même si elles ne sont pas codifiées comme telles dans les programmes, alors l'accès au savoir est facteur d'émancipation. Changer le rapport au savoir et prendre en compte toutes les cultures, c'est réduire profondément l'aliénation actuelle des jeunes, laquelle se caractérise le plus souvent par l'échec ou par la récupération par le système de domination en place.

Cet accès au savoir, tel que nous le formulons, pose d'emblée le problème du statut de l'enfance. Le bilan que nous pouvons faire des classes Freinet nous montre à quel point les exigences qui naissent du groupe coopératif rapprochent les enfants des travailleurs en lutte pour l'autogestion de leur entreprise, de leur cadre de vie, etc. Reconnaître à l'enfant et à l'adolescent le pouvoir et le droit de penser, de parler et d'organiser nous paraît capital. La structure hiérarchique de l'institution est le premier verrou à faire sauter.

Aussi, nous insistons pour que soient remis en cause à la fois le rapport au savoir, les contenus culturels (reconnaissance d'autres pratiques et d'autres valeurs culturelles — jusque-là dévalorisées — surtout celles des travailleurs des villes et des campagnes), la conception des contrôles et la responsabilité au sein des établissements. C'est par le renforcement dialectique de ces divers facteurs qu'on sortira l'école de l'impasse où elle se trouve.

Le respect de l'identité personnelle et de la diversité

Le souci d'égalitarisme de l'institution scolaire débouche sur la standardisation — inégalitaire — des individus. L'école «libératrice» du début de la IIIe République avait pour objectif proclamé d'instaurer l'égalité : en réalité, l'égalité scolaire c'est le refus de l'identité culturelle, l'intériorisation des normes, au service de la sélection. Le système éducatif fonctionne comme un système de domination qui nie les personnes pour en faire des objets : négation de l'appartenance de classe, de l'identité de jeune (vivre sa mentalité psychologique et affective, ses intérêts, ses goûts, ses désirs...) des conditions d'existences individuelles, des modes d'expression propres, du droit à la déviance et à la possibilité d'être original, de contester l'ordre établi, de contribuer à la construction d'un autre ordre des choses.

Parce que nous l'avons expérimenté, nous jugeons possible d'organiser l'éducation dans le respect de cette diversité sans soumettre les enfants à des modèles (2), en les aidant à se

donner eux-mêmes des objectifs aussi bien des objectifs personnels que des objectifs décidés ensemble et non pas de l'extérieur.

La désaliénation des jeunes

Ces dernières années, de nombreux partis ou courants politiques ont revendiqué l'égalité des chances pour tous. Nous avons dit ailleurs (*Educateur* n° 5) ce que nous pensions de cette mystification. Par contre, il y a longtemps que nous dénonçons l'inégalité secrétée par la société et l'école elle-même : matériellement, culturellement, les enfants des classes populaires sont victimes d'un même mépris (ce qui ne veut pas dire que les autres n'en subissent pas aussi les méfaits).

Mais l'aspect réactionnaire du système éducatif tient également au fait qu'il crée dès l'enfance des réflexes conditionnés d'individus ayant besoin de se référer sans cesse à des modèles appris ou de s'en remettre à un supérieur : comportements provoqués dès le plus jeune âge à travers une multitude d'actes quotidiens.

Sans pour autant minimiser les inégalités sociales contre lesquelles s'organise notre combat commun, nous refusons que l'aliénation engendrée par le système capitaliste vienne masquer l'aliénation supplémentaire que subissent la plupart des jeunes du seul fait qu'ils ne sont pas adultes, ce que renforce le schéma traditionnel de l'école. En conséquence, nous estimons qu'il faut impérativement libérer l'initiative sociale (3) dans tous les milieux, mais particulièrement au sein de l'école avec la participation de tous ceux qu'elle concerne, en particulier les jeunes; qu'il faut faciliter le passage de la responsabilité individuelle dans un cadre hiérarchique autoritaire à la responsabilité de groupes de dimension humaine.

Conclusion

Nous ne rappelons ici que quelques-unes de nos exigences pour un changement en profondeur du système éducatif. D'autres aspects mériteraient tout autant d'être exposés. De plus, l'I.C.E.M. ne prétend pas à l'exclusivité : le changement dans le domaine éducatif passe par la prise en compte des propositions des mouvements pédagogiques dans la mesure où elles reposent non sur des principes utopiques mais sur une expérience vécue et massive. Et nous n'entendons pas imposer nos positions de «spécialistes» de l'école. L'école du peuple est, et doit rester l'affaire du peuple. Pour sa part, l'I.C.E.M. a regroupé dans une plate-forme revendicative minimum les exigences qui sont prioritaires pour qu'une pédagogie coopérative, une responsabilité collective puissent se développer dans l'institution scolaire.

Ces propositions pour des pratiques de rupture — actuellement expérimentées et parfois depuis de nombreuses années — ne peuvent se généraliser du jour au lendemain : une telle démarche ne s'impose pas, elle s'entend comme une évolution des pratiques, des mentalités et des comportements dont l'aboutissement sera la généralisation de l'organisation coopérative de l'école dans un contexte politique dont ce sera un des choix fondamentaux. Encore faut-il adéquation entre les intentions, la stratégie et les actes. Notre interpellation des militants politiques ne vise qu'à mieux dégager cette nécessaire cohérence. On lira cette plate-forme revendicative minimum dans ce numéro de *L'Educateur* (pages 17 à 20).

Commission Relations Extérieures du C.A.
et C.D. de l'I.C.E.M.

(2) En particulier les modèles sexistes habituels qui enferment les femmes dans des tâches et des statuts vécus comme dévalorisants, forme d'aliénation spécifique.

(3) Initiative sociale : prise en charge conquise par les intéressés du choix, de l'organisation, de la gestion, de l'évaluation de leurs activités et de leur cadre de vie.